Les crédits

passer sous son nez, comme on l'a eu ici, dans cette Chambre, la dernière fois, qu'elle y pense deux fois avant de voter contre.

Mme Bakopanos: Monsieur le Président, je travaille pour la solidarité de tous les Canadiens et, de ce côté-ci de la Chambre, on a démontré qu'on encourage quand même les femmes à se présenter et d'être élues en même temps. Regardons le nombre de femmes qu'il y a de l'autre côté de la Chambre des deux partis de l'opposition.

Mais, je veux poser une question. On parle de la solidarité des lois. Nous avons présenté un projet de loi qui a été déposé récemment, le projet de loi C-64, Loi sur l'égalité en matière d'emploi, qui a été proposé par ce gouvernement. Justement, on a également demandé l'appui de l'autre côté de la Chambre. Ce projet de loi va donner, à mon avis, plus de chances aux femmes d'avoir l'égalité économique. Et justement, pourquoi n'a-t-on pas eu l'appui de l'autre côté de la Chambre?

Mme Guay: Monsieur le Président, je pense que la députée fait erreur. Je veux lui présenter un projet de loi qui était strictement pour les femmes. Le projet de loi dont elle me parle, n'est pas une loi pour les femmes. C'est un projet de loi qui est très large et qui est très vaste. On n'appuiera pas un projet de loi juste parce que la députée me dit que c'est un projet de loi.

Le projet de loi dont nous parlions était strictement pour protéger les femmes et pour les aider. Alors, quand elle me parle de solidarité, là, je regrette, je ne suis pas d'accord avec elle. Quand elle me parle aussi de son parti politique où il y a un certain nombre de femmes et où ils ont encouragé les femmes, je peux dire qu'au Bloc québécois, nous, les femmes ont s'est battues, au même titre que les hommes, et je suis très contente d'être élue ici à la Chambre, et de ne pas avoir été nommée par mon chef, mais de m'être battue, d'avoir eu une convention comme tout le monde, et d'avoir gagné ma place ici aujourd'hui.

• (1325)

L'hon. Roger Simmons (Burin—Saint-Georges, Lib.): Monsieur le Président, d'abord je remercie mon amie, la députée du comté de Québec pour cette question qui est un sujet important et d'actualité. Sa motion dit:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour son insensibilité et son inaction face à l'adoption de mesures concrètes visant à favoriser l'égalité économique des femmes, dans les domaines de compétence fédérale.

J'ai l'impression que ce n'est pas vrai.

[Traduction]

Je dirais au député de Frontenac que la motion nous permet de discuter d'une question importante, mais que son libellé est un peu malhonnête. En fait, je dirais carrément qu'il est inexact. J'aimerais donc, au cours des prochaines minutes, examiner notre dossier à ce chapitre, car cette affirmation est tout à fait inexacte. Je suis très heureux de participer au débat, car je suis vraiment fier des mesures que le gouvernement a prises pour favoriser la justice sociale et l'égalité économique des Canadiennes.

Je me réjouis que la députée ait présenté cette motion sur l'égalité économique des femmes, car qu'est-ce qui pourrait être plus important pour le Canada que le bien-être de plus de la moitié de sa population? La prospérité des Canadiennes et de nos

familles est indispensable pour que la situation de notre pays se redresse vraiment.

La motion à l'étude soulève une importante question. Qu'a fait le gouvernement actuel pour résoudre des problèmes qui ont des répercussions sur la situation économique des femmes? On peut répondre succinctement que le gouvernement a fait énormément, en relativement peu de temps. Le gouvernement a pris des engagements durant la campagne électorale et il les respecte. Mais avant de parler des mesures particulières que le gouvernement a prises pour honorer ses engagements, j'aimerais examiner le contexte général.

C'est maintenant un truisme de dire que l'emploi est le meilleur gage de sécurité sociale qui soit. Des gens représentant aussi bien la droite que la gauche du spectre politique l'ont démontré. Par conséquent, plus de 400 000 personnes peuvent dire qu'elles ont bénéficié de la meilleure garantie de sécurité sociale possible depuis que le gouvernement actuel a été porté au pouvoir en octobre 1993. Il existe des preuves que de solides progrès ont été réalisés à ce chapitre et qu'ils continueront de se multiplier. D'excellents emplois ont été créés; il s'agit surtout d'emplois à plein temps, et les femmes veulent leur juste part du gâteau. Le gouvernement sait toutefois que la croissance économique, à elle seule, ne suffit pas.

Les femmes demeurent confinées dans les emplois traditionnellement féminins comme l'enseignement, le nursing, le travail de bureau, le secteur des ventes et celui des services. Si le gouvernement ne s'en remettait qu'aux forces du marché comme le préconisent certains à la Chambre, la situation de l'emploi ne progresserait que timidement et péniblement en ce qui concerne les femmes.

Le gouvernement peut faire mieux que cela. Nous devons faire mieux. Le gouvernement reconnaît qu'il doit constamment aider les femmes à se tourner vers de nouveaux secteurs d'emploi en pleine croissance. Il reconnaît que ses programmes et services peuvent nous rapprocher de cet objectif.

Il existe un certain nombre de projets fédéraux novateurs qui visent expressément à répondre aux besoins des femmes. Comme c'est la députée de Québec qui a présenté la motion dont nous sommes saisis, permettez-moi de parler brièvement de quelques projets à l'intention des femmes qui sont actuellement en cours dans sa province, le Québec.

Ainsi, depuis octobre dernier, un projet de formation en entreprenariat va bon train à Rimouski. Des femmes de tous les âges qui veulent lancer une entreprise reçoivent la formation nécessaire pour pouvoir créer de petites entreprises prospères. Le projet vise à répondre aux besoins de femmes sans source de revenu.

• (1330)

Ce qui est tout aussi important, c'est l'équipe qui a mis ce projet sur pied. Le centre d'emploi de la localité, le cégep de Rimouski et le groupe Ficelles, dont l'objectif est d'assurer l'accès des femmes à des emplois, ont tous collaboré à la concrétisation de ce rêve. Cela coïncide avec nos efforts pour encourager le travail indépendant comme moyen d'accéder à l'autonomie financière.

Quelques projets ont vu le jour à Montréal. Dans le premier, des femmes au chômage reçoivent une formation dans les tech-